

BRICE LE GALL

JUSTICE ET RESPECT

LE SOULÈVEMENT DES GILETS JAUNES

6 JUIN - 11 JUILLET 2021

ESPACE LOUISE MICHEL

42^{TER} RUE DES CASCADES 75020 PARIS



JUSTICE ET RESPECT

LE SOULÈVEMENT DES GILETS JAUNES

Lorsque nous avons été contactés par Brice Le Gall dans le cadre du 150^e anniversaire de la Commune et de la programmation de la Saison communarde pour organiser une exposition de son travail sur les Gilets jaunes, cela nous a paru d'emblée une évidence. Non pas en se disant «oui ce serait bien qu'on parle des Gilets jaunes» mais parce que dès la naissance de Faisons vivre la Commune! il était bien question de relier les luttes d'hier et d'aujourd'hui, de ne pas être seulement dans une mémoire mais de montrer aussi comment cette mémoire, les espoirs et les projets de la trop brève Commune perdurent, sont porteurs encore aujourd'hui d'espérances.

La lutte des Gilets jaunes nous paraissait avoir un lien évident avec les revendications exprimées durant la Commune, les questions de représentation, de démocratie directe, de justice sociale (voir *Actualité(s) de la Commune*¹).

Et puis aussi parce que le travail de Brice Le Gall nous a touchés. Sa photographie, documentaire et sociale, est tout simplement engagée, au cœur des sujets qu'il traite. Il tente à travers son objectif de donner à comprendre ce qui se joue dans la lutte pour ces femmes et ces hommes.

Ses images ne sont pas seulement un simple reportage sur les Gilets jaunes, elles nous renvoient à ce qui se vit pour celles et ceux qui décidèrent de démarrer leur lutte en occupant des ronds-points, ces lieux qui permettent de choisir une direction – mais une seule – ou d'y tourner sans fin, comme une image de ce que propose notre société.

Brice Le Gall, avec son noir et blanc très contrasté (qui n'est pas sans rappeler la photographie sociale anglaise des années 70 et la pellicule Ilford²) nous invite à y regarder de plus près, à être dans le «ici et maintenant», à ne pas prendre trop de hauteur au risque de ne plus voir ce qui est en

mouvement. Un soulèvement, une révolte, un mouvement social, sont aussi fait d'émotions qui ne sont pas à exclure du politique³.

«Justice et respect», la revendication semble simpliste pour ces commentateurs et éditorialistes de l'événement dont certaines réactions sont présentées, pour rappel, aux côtés des images. En lisant ces quelques lignes, on se surprend à repenser aux diatribes contre les communardes et les communards proférées par les commentateurs de l'époque, on y sent la même haine, le même désir d'anéantir l'autre.

Justice et respect, ce désir simple de reconnaissance nous en dit beaucoup sur ce que peuvent être les espérances des Gilets jaunes, mais pas seulement. Et dans les images de Brice, c'est au gré des occupations, des affrontements, des fêtes et des débats qu'elles s'élaborent.

JOSÉ MONPLET

Faisons vivre la Commune!

JUSTICE ET RESPECT - LE SOULÈVEMENT DES GILETS JAUNES EST UNE EXPOSITION PRODUITE PAR FAISONS VIVRE LA COMMUNE! DANS LE CADRE DE LA SAISON COMMUNARDE.

LES PHOTOGRAPHIES ET LEURS LÉGENDES PRÉSENTÉES DANS CE NUMÉRO SPÉCIAL D'ACTUALITÉ(S) DE LA COMMUNE SONT EXTRAITES DE L'EXPOSITION.

PHOTOGRAPHIES © BRICE LE GALL



ACTUALITÉ(S) DE LA COMMUNE

Lettre d'informations de l'association Faisons vivre la Commune !
C/O Maison de la Vie Associative et Citoyenne du 20^e arrondissement - Boîte
112 - 18 rue Ramus - 75020 PARIS
Directeur de la publication : Marc Plocki
Les articles signés n'engagent pas le point de vue du comité de rédaction
d'*Actualité(s) de la Commune*.

1- Disponibles en téléchargement *Actualité(s) de la Commune* n°2 et *Actualité(s) de la Commune* n°4 [sur notre site](#).

2- Une pellicule argentique permettant de forts contrastes avec un grain très présent.

3- Voir sur ce sujet le travail de Georges Didi-Huberman, *Soulèvements*, Gallimard, 2016.

Brice Le Gall est photographe et doctorant au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP-EHESS). Il a publié plusieurs articles dans des revues comme *Actes de la recherche en sciences Sociales*, *Savoir/Agir* et termine actuellement une recherche sur l'enseignement de l'économie et l'emprise de la gestion. Son travail de photographe a été exposé dans différentes galeries, au CNRS et dans plusieurs festivals de photographie (Barobjectif). Plusieurs de ses images ont été nominées, primées ou publiées dans la presse spécialisée (*National Geographic*, *Photo*, *Niepcebook*). Avec Lou Traverse et Thibault Cizeau il a notamment publié *Justice et Respect. Le soulèvement des Gilets jaunes*. Éditions Syllepse, 2019.

Pour découvrir et suivre le travail de Brice Le Gall
<https://www.bricelegall.com>

DES COMMUNARDS AUX GILETS JAUNES

DEUX RÉVOLTES POPULAIRES

La référence à « la Commune » est restée vivace chez certains militants d'aujourd'hui : qu'il s'agisse de la mobilisation contre la loi El Khomri, de Nuit debout ou encore de l'occupation en cours de plusieurs lieux culturels. Bien que souvent ignorée dans les milieux populaires, elle fut aussi mobilisée pendant le mouvement des Gilets jaunes sur des murs de la capitale, sur des tracts ou dans certaines prises de parole lors des « assemblées des assemblées ». Cette survivance diffuse mais marginale s'explique sans doute autant par l'entretien de la « mémoire communarde » par des militants que par les fonctions symboliques qu'elle remplit encore aujourd'hui : la référence à la Commune vaut affiliation à un clan, à une famille. Tantôt synonyme d'« émancipation », de « révolte », d'« insurrection » ou de « démocratie directe », l'évoquer c'est moins un rappel d'une histoire connue qu'un « mot d'ordre » supposé créditer les mouvements sociaux d'un horizon « révolutionnaire ».

On s'efforcera ici d'établir quelques parallèles possibles entre la révolte des communards et celle des Gilets jaunes. Si l'exercice risque constamment l'anachronisme et confronte à la difficulté de comparer des réalités hétérogènes, contradictoires, traversées par des luttes internes, on essaiera néanmoins de montrer qu'elles ont des racines communes, qu'elles sont l'expression d'une même « morale populaire » et qu'elles se sont en partie heurtées aux mêmes difficultés.

DÉFICIT DÉMOCRATIQUE, PAUPÉRISATION,

PROVOCATIONS

Bien que le contexte de la proclamation de la Commune de Paris soit a priori très éloigné de celui qui précède l'apparition des « Gilets jaunes », ces deux révoltes sont le symptôme d'un même déficit démocratique auquel se superpose un sentiment d'humiliation produit par une série de provocations susceptibles de mettre le feu aux poudres. Malgré la chute du second Empire et la proclamation de la III^e République à la suite de la défaite de Sedan, une partie de la population de Paris et d'autres grandes villes se méfie du gouvernement provisoire dit de « défense nationale ». Composé principalement de notables et de républicains modérés moins occupés à organiser la résistance contre les Prussiens qu'à enrayer la menace d'une République

démocratique et sociale, ce gouvernement fait réprimer dans le sang deux soulèvements parisiens en octobre 1870 et en janvier 1871. La politique des « Jules » alors au pouvoir (Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry) qui ont fait partie des plus farouches opposants à la Commune de Paris, n'est fondamentalement pas différente de celle d'Adolphe Thiers. Face à une dynamique démocratique, née de la Révolution française que le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte a stoppée pour de longues années, l'enjeu n'est pas tant de s'opposer à la République que d'en contrôler la nature en garantissant les intérêts des royalistes et de la bourgeoisie d'affaires désormais alliés. Les élections du 6 février 1871 qui feront de Thiers le chef de l'exécutif signent la reprise en main des affaires par la bourgeoisie qui fait voter dès le mois de mars une série de mesures répressives : fin du moratoire sur les loyers et les « effets de commerce », suppression de la solde de certains gardes nationaux, interdiction de plusieurs journaux d'extrême gauche. Ces mesures, auxquelles s'ajoutent d'autres provocations comme le déplacement du gouvernement à Versailles et la nomination de trois bonapartistes à des postes stratégiques, sont prises par l'Assemblée fraîchement élue qui compte alors au moins 400 monarchistes sur 640 députés. Les Parisiens, accablés par les conditions de la capitulation, l'humiliation de la défaite (les Prussiens défilent sur les Champs-Élysées le 1^{er} mars) et surtout par quatre mois de siège particulièrement rudes, doivent affronter une politique offensive qui s'en prend directement aux « sans le sou ». Pour les fédérés qui refusent de rendre les armes, l'illégitimité de la nouvelle Assemblée ne tient pas seulement à ses trahisons et à son absence de patriotisme. Elle incarne aussi la collusion des « gens de biens » prêts à toutes les roueries pour maintenir l'ordre social. C'est pourquoi la tentative de reprise des canons de la Garde nationale le matin du 18 mars 1871 est perçue comme une ultime provocation, un énième coup d'État contre le peuple et la République.

Cent cinquante ans plus tard, on peut encore prendre la mesure de la distance abyssale qui sépare les classes populaires de leurs représentants dans le mépris affiché par le chef de l'État à l'égard de ceux qu'il nomme « les illettrés », « les fainéants », « ceux qui ne sont rien ». Mal élu par le peuple mais avec de solides soutiens parmi la bourgeoisie économique, les médias, les intellectuels, Emmanuel Macron multiplie les mesures en faveur des

riches (suppression de l'ISF, de l'exit tax, baisse de l'impôt sur les sociétés) tout en acculant les ménages les plus modestes à des fins de mois de plus en plus difficiles (diminution des APL, augmentation de la CSG, de la fiscalité environnementale, du prix du tabac, etc.). Pour les Gilets jaunes, la politique de ce président révèle un régime démocratique en trompe l'œil fondé sur une illusoire «souveraineté populaire»: en 1871 comme en 2018, les représentés ne se reconnaissent plus dans leurs représentants.

Ces deux soulèvements des communards et des Gilets Jaunes sont également apparus dans un contexte de paupérisation relative de la population. En dépit d'une amélioration des conditions de vie des prolétaires sous le second Empire, elles restent effroyables: durée moyenne du temps de travail d'environ onze heures par jour, travail des enfants autorisé à partir de huit ans, logements insalubres, faibles salaires qui évoluent à un rythme nettement inférieur à celui du coût de la vie. À Paris en particulier, plus de la moitié de la population vit dans une pauvreté voisine de l'indigence et le plan d'urbanisation du baron Haussmann concentre les plus pauvres dans les quartiers du Nord et de l'Est parisien. Le siège de la capitale par les Prussiens puis par les versaillais ne fait qu'accroître les tensions. L'impossibilité de travailler et la fin du moratoire sur les loyers acculent des milliers d'artisans et de commerçants à la faillite. Des logiques analogues sont à l'œuvre dans le soulèvement des Gilets jaunes, en particulier pour les classes populaires reléguées à la périphérie des grandes villes ou celles qui habitent dans des zones rurales qui cumulent isolement, recul des services publics, chômage, exil des jeunes et des diplômés. Pour ceux qui parviennent à vivre de leur travail, l'augmentation des dépenses contraintes (logement, assurances, abonnements, etc.) absorbe souvent la part du revenu qui était consacrée aux loisirs ou à quelques jours de vacances. Pour d'autres, condamnés au temps partiel, au smic ou à une exclusion durable du marché l'emploi, les difficultés quotidiennes enferment l'existence dans l'improvisation et inclinent à vivre «au jour le jour», sans perspective pour soi et ses enfants. La taxe carbone est la mesure de trop, celle qui met le feu aux poudres parce qu'utiliser sa voiture n'est pas un luxe mais une nécessité.

« FAIRE PEUPLE » CONTRE UN ENNEMI COMMUN

Par ailleurs, le recrutement social des Gilets jaunes évoque celui des communards. Bien qu'il s'agisse d'un soulèvement majoritairement rural et périurbain, dont la population est a priori différente de celle des faubourgs parisiens de la fin du XIX^e siècle, force est de constater plusieurs similitudes. La place importante des femmes rappelle d'abord leur rôle souvent moteur dans les soulèvements populaires. Fréquemment chargées du budget familial dans les milieux populaires, les plus touchées par la pauvreté et la précarité des emplois, elles sont les premières confrontées à la fluctuation des ressources qui permettent ou non de «s'en sortir».

Le mélange des générations et surtout l'alliance de fractions des classes moyennes et des classes populaires

rappellent aussi que les grandes révoltes dépendent au moins autant de la reconstitution de liens sociaux à l'échelle d'un territoire et de la proximité des «styles de vie», que de la diffusion de la théorie de la lutte des classes ou du travail de mobilisation des organisations syndicales et politiques. Contre certaines lectures marxistes de la Commune, plusieurs travaux ont montré que l'Association internationale des travailleurs (AIT) était alors affaiblie, hétérogène et comptait relativement peu d'adhérents. Les blanquistes ont certes joué un rôle important dans les insurrections du 31 octobre 1870 et du 22 janvier 1871, mais celles-ci avortent faute de soutien populaire et tout indique qu'elles n'ont rien à voir avec le soulèvement inattendu du 18 mars. En ce qui concerne les Gilets jaunes, le même constat s'impose puisque leur mobilisation, d'abord virtuelle (sur les réseaux sociaux et dans les médias), se développe à distance des organisations politiques et syndicales, qui apparaîtront toujours à la remorque du mouvement. Affaiblies ou inexistantes dans les petites et moyennes entreprises, peu implantées dans les campagnes et les zones périurbaines, enfermées dans des revendications sectorielles qui ne mobilisent guère, incapables d'intégrer les chômeurs et les précaires, ces organisations jouent de facto un rôle marginal dans ce soulèvement, même lorsque leurs directions le soutiennent explicitement.

Dans les deux cas, ces révoltes mobilisent par-delà les frontières de classes, de secteurs, de métiers, d'orientations politiques en intégrant notamment une partie des déclassés et des moins intégrés à la société (sans-emploi, travailleurs précaires, handicapés, etc.). Si en 1871, l'insurrection est d'abord le fait d'une élite ouvrière (celle des métiers d'art, des articles de Paris, du livre, de la métallurgie), elle a le soutien des nombreux «journaliers» (catégorie vague, mais qui représente une main-d'œuvre instable, misérable, mal intégrée au travail régulier) et surtout des employés et des boutiquiers qui fournissent nombre des cadres de l'insurrection militaire. Sur les ronds-points de l'Oise en 2018, la morphologie des Gilets jaunes est proche: les nombreux salariés du secteur de la logistique côtoient des chauffeurs routiers, des chaudronniers, des carrossiers, des caissières, des secrétaires, des aides-soignantes. Les intérimaires, les chômeurs se mélangent au petit personnel d'encadrement des entreprises et surtout aux autoentrepreneurs et aux petits artisans et commerçants. De fait, la frontière entre le salarié et l'indépendant n'est pas beaucoup plus nette qu'en 1870, lorsque les petits patrons, souvent sous-traitants pour de grandes entreprises, exerçaient un travail manuel seul ou avec un apprenti. Aujourd'hui comme hier, l'accès au statut d'indépendant reste la destination des classes populaires en ascension. Même si cette recherche d'autonomie s'avère difficile, elle traduit souvent le souci de s'émanciper des petits chefs et des rapports de subordination, le souci de maîtriser son temps et son travail. En somme, la position d'indépendant confère liberté et dignité, sans qu'il soit opposé fondamentalement à l'ouvrier manuel et à son «style de vie».

En neutralisant les «petites différences» qui les opposent, en s'arrachant aux particularismes de classe ou de métier, les Gilets jaunes ont suivi sans le savoir l'exemple



des communards. La reconstruction de solidarités à l'échelle des quartiers annexés à la capitale pendant les années 1860 mais aussi les souffrances endurées pendant le siège et la fraternisation de la population au sein des bataillons de la Garde nationale pendant les combats ont contribué à renforcer le sentiment d'appartenance commune. De même, la diversité du répertoire d'action des Gilets jaunes (manifestations le week-end, blocages des routes, des sites industriels, des dépôts de carburants, des centres commerciaux, opérations « péages gratuits », actions symboliques dans les mairies, etc. et la reconstitution d'une vie sociale intense sur les ronds-points occupés, ont offert la possibilité à tou-te-s de participer selon ses compétences, ses intérêts, ses motivations. Elles ont ainsi contribué à réaffirmer un sentiment de « commune humanité ».

Les références des Gilets jaunes y sont aussi pour beaucoup. Outre le gilet fluorescent qui a permis de créer un lien entre automobilistes et avec des pans entiers du monde ouvrier, les Gilets jaunes ont su mobiliser un ensemble de symboles en mesure de fédérer au delà des clivages partisans. *La Marseillaise*, les bonnets phrygiens, les cahiers de doléances réactivent l'imaginaire de la Révolution française et du gouvernement de 1792 que revendiquaient certains communards. Les drapeaux tricolores (et régionaux) supplantent certes le drapeau rouge, mais en partie pour des raisons analogues à celles qui conduisaient les Parisiens de 1871 à résister coûte que coûte aux envahisseurs prussiens: le drapeau français supposé symboliser l'unité du « peuple » permet de neutraliser les différences. Tout en rappelant au gouvernement que son

LES RONDS-POINTS SONT CHOISIS POUR LEUR EMPLACEMENT STRATÉGIQUE (VISIBILITÉ, PROXIMITÉ DE PÉAGES OU DES ENTREPÔTS INDUSTRIELS). SI L'ANCRAGE POPULAIRE SE RETROUVE À PEU PRÈS PARTOUT, CHAQUE CAMPEMENT A SON STYLE, SA CULTURE, SON FONCTIONNEMENT. CERTAINS SE LIMITENT À DES TERRE-PLEINS, UNE TONNELLE ET QUELQUES CHAISES, D'AUTRES RESSEMBLENT PRESQUE À DES VILLAGES DE VACANCES. LES CARACTÉRISTIQUES DE CHAQUE GROUPE FAÇONNENT L'ORGANISATION DE CES MICROSOCIÉTÉS. PAR ENDOITS, CE SONT DES RONDS-POINTS DE « COPAINS » OÙ L'ENTRE-SOI EST MARQUÉ ET OÙ L'ÉTRANGER OSE À PEINE ENTRER. AILLEURS, CE SONT PRINCIPALEMENT DES MILITANTS OU DES SYNDIQUÉS, SOUVENT EN COLÈRE CONTRE LA DIRECTION DE LEUR ORGANISATION, QUI TIENNENT LE LIEU. AILLEURS ENCORE, CE SONT DES GENS USÉS PAR LE TRAVAIL ET LE CHÔMAGE, PARFOIS À LA LIMITE DE LA RUPTURE, QUI RELÈVENT LA TÊTE, FIERS DE LEUR PREMIÈRE PARTICIPATION À UN MOUVEMENT SOCIAL. PRESQUE PARTOUT LE MÉLANGE S'OPÈRE. LES « PETITES DIFFÉRENCES » QUI SEMBLAIENT INSURMONTABLES S'EFFACENT.

CHEVRIÈRES, JANVIER 2019.

autorité n'est rien sans le consentement du peuple, le drapeau permet à tout un chacun de se rattacher à une histoire collective, de s'identifier à un « nous » valorisé et valorisant, en particulier pour celles et ceux qui ne disposent guère d'autre formes d'intégration et de reconnaissance que le sentiment d'appartenance nationale.

Loin des luttes politico-idéologiques au sein du Conseil de la Commune et, plus tard, entre les participants aux « assemblées des assemblées », c'est un même rapport à la politique à la fois pragmatique, fonctionnel et largement désidéologisé qui prédomine. Sur les ronds-points les plus populaires, les discussions idéologiques sont rares, voire



35 ANS, D'ORIGINE POLONAISE, ÉLODIE A ARRÊTÉ SES ÉTUDES À 18 ANS DANS LA FOULÉE DE L'OBTENTION D'UN BAC PRO. APRÈS AVOIR ÉTÉ FLEURISTE, ASSISTANTE MATERNELLE, SECRÉTAIRE, AGENT DE CONTRÔLE QUALITÉ DANS L'AUTOMOBILE, ELLE TRAVAILLE AUJOURD'HUI DANS UNE ENTREPRISE DE TRANSPORT LOGISTIQUE. SÉPARÉE, ELLE ÉLÈVE SEULE SES TROIS ENFANTS ET SA NIÈCE DE 16 ANS DANS UN HLM DE LA RÉGION. SA VIE EST RYTHMÉE PAR SES ENFANTS: «LEVÉE À 5 H POUR GÉRER MA MAISON ET COUCHÉE APRÈS 23 H UNE FOIS TOUT PRÉPARÉ POUR LE LENDEMAIN ET AINSI DE SUITE». DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES, ELLE ATTEND UNE VIE MEILLEURE POUR ELLE ET POUR SA FAMILLE: «CE COMBAT, C'EST SURTOUT POUR MES ENFANTS, JE NE LEUR SOUHAITE PAS MA VIE À CALCULER AU CENTIME PRÈS. [...] SI ON PEUT GAGNER 3 EUROS PAR-CI PAR-LÀ EN ÉCONOMISANT SUR LA TVA, LE GAZ, L'ÉLECTRICITÉ, L'EAU, LA NOURRITURE, C'EST TOUJOURS ÇA POUR SE FAIRE PLAISIR OU FAIRE PLAISIR À NOS ENFANTS.»

SEN LIS, DÉCEMBRE 2018.

soigneusement évitées. Autour du brasero comme, sans doute, dans nombre d'églises transformées en «clubs» cent cinquante ans plus tôt, «on vient comme on est», mais en laissant chez soi ce qui pourrait diviser: pas d'effets de manche, pas de mots inutiles, pas de références pour briller. On évoque la prochaine action, on s'engueule sur la dernière, on vise l'efficacité sans pour autant se prendre au sérieux. On rigole et on évoque parfois la vie quotidienne, les difficultés des horaires de travail, les fins de mois impossibles, la boîte qui use, l'autre qui ferme, l'absence de perspectives pour les enfants. On fraternise, on prend des nouvelles des uns et des autres, on met en place une solidarité pratique pour ceux qui sont le plus dans le besoin, on se souvient des ennemis communs.

Comme pour les communards, ces ennemis ne sont pas tant «les bourgeois» que ceux qui vivent aux dépens du peuple, qui prélèvent des impôts sans contrepartie, ou ceux qui possèdent sans rien produire. Certes en 1871, l'ennemi capable de fédérer est initialement l'envahisseur prussien. Mais dès l'acceptation de l'armistice par le Comité de la Garde nationale, l'ennemi change de visage. Pour la population parisienne ce sont d'abord les royalistes de la nouvelle assemblée versaillaise qui font peser la crainte d'une restauration monarchique, auxquels s'ajoutent les trois «parasitismes» de l'Empire que symbolisent alors «la soutane, le sabre et la toge» c'est-à-dire le clergé qui domine et abêtit le peuple, l'armée qui lui vole ses enfants et la justice au service des riches. La bourgeoisie parisienne, représentée notamment par les gros négociants du textile et de l'habillement, forme certains bataillons d'arrondissement et adhère parfois sans réserve à la Commune de Paris. Pour nombre d'insurgés, ils ne sont pas perçus comme des opposants, mais comme une partie d'un peuple à réunifier. Les scènes de liesse devant l'Hôtel de Ville lors des élections du 26 mars l'attestent à leur manière: pour certains témoins de l'époque, la «fraternité était descendue sur terre», la Commune renvoie à l'idée de «communauté», de «communion», de «tous ensemble». Certes, la figure d'Adolphe Thiers, connue au moins par certains pour son implication dans la répression des canuts, est aussi un symbole fédérateur après sa tentative ratée de récupérer les canons de Belleville. Exactement comme Emmanuel Macron, perçu par beaucoup comme le «président des riches» (ou le «saigneur des pauvres») est tout désigné pour agglomérer les colères.



Le recrutement des insurgés et leur absence de représentants à l'Assemblée nationale expliquent sans doute aussi que les deux révoltes témoignent de l'aspiration à l'instauration d'une véritable démocratie, à la rénovation de la vie politique et à la ré-organisation de l'économie. Ainsi, alors que l'assemblée communale a été très scrupuleuse sur ses prérogatives et sur les conditions de rémunération des fonctionnaires et du personnel politique (plafond de traitement fixé à 6 000 francs par mois pour tous fonctionnaires et interdiction de cumul), les revendications de certains Gilets jaunes expriment le même souci de «moraliser» la vie politique tout en renouant avec des formes de démocratie «directes»: «instauration d'un référendum d'initiative citoyenne», «obligation faite à l'Assemblée de soumettre au vote des Français toute proposition de lois récoltant au moins 700 000 signatures», mais aussi «fin des indemnités présidentielles à vie», «alignement des salaires de tout représentant sur le salaire médian», «frais de transport surveillés et remboursés à condition d'être justifiés», etc.

La politique économique effectivement menée par le Conseil de la Commune donne lieu aussi à des mesures réalistes, pragmatiques, qui tentent de répondre à l'urgence matérielle à laquelle fait face la population parisienne: réquisition des logements vacants, moratoire sur le paiement des loyers et annulation des dettes, report des échéances de paiement pour sauver les petits commerçants de la faillite, création de boucheries municipales et vente publique de nourriture subventionnée, interdiction de la vente d'objets par les organismes de crédit (les « monts-de-piété»). Ce souci des conditions de vie des « petites gens »

LES TRÈS NOMBREUSES FESTIVITÉS ORGANISÉES SUR LES RONDS-POINTS (RÉVEILLON DU JOUR DE L'AN, ANNIVERSAIRES, «BARBECUES SOLIDAIRES», PROJECTIONS DE FILM, CONCERTS, ETC.) PERMETTENT À LA FOIS D'APAIER LES TENSIONS, DE SOUDER LE COLLECTIF, DE CONSTRUIRE UNE MÉMOIRE COMMUNE OU ENCORE D'OFFRIR AUX PLUS PRÉCAIRES DES OCCASIONS DE SOCIABILITÉ NON MARCHANDE. À CÔTÉ D'UN ENSEMBLE DE RITUELS (COMME L'USAGE DES SURNOMS, LA CONFECTION ET LA DISTRIBUTION DE PORTE-CLÉS «GILETS JAUNES», LA MOBILISATION OU LE DÉTOURNEMENT DE CHANSONS, ETC.), CES ÉVÉNEMENTS PERMETTENT AU MOUVEMENT D'AFFIRMER SON INTÉGRATION. PAR LA FÊTE, LE GROUPE RANIME PÉRIODIQUEMENT LE SENTIMENT QU'IL A DE LUI-MÊME ET DE SON UNITÉ.

CHEVRIÈRES, DÉCEMBRE 2018. BOIS DE LIHUS, JUIN 2019.

et cette exigence de solidarité à l'égard des plus faibles font directement écho aux revendications des Gilets jaunes lorsqu'ils demandent, par exemple, «la création d'emplois pour les chômeurs», la multiplication des «logements à loyers modérés pour les travailleurs précaires», «la revalorisation du minimum vieillesse et des allocations pour les handicapés», «l'augmentation du smic à 1 300 euros net par mois», ou encore «le droit à la retraite à soixante ans pour tous» et «à cinquante cinq ans pour ceux qui ont travaillé dans un métier qui use le corps». Dans les deux cas, ce n'est pas tant un bouleversement radical des structures économiques et sociales qui semble recherché que la réaffirmation, pour tous, d'un droit à l'existence et à vivre dignement.

Les quelques mesures du Conseil de la Commune

qui relèvent d'une socialisation de l'économie comme «la réquisition des manufactures lorsqu'elles ont été abandonnées par leurs propriétaires» (moyennant une indemnisation pour les dédommager), la «liberté d'association des ouvriers» et la «révision des marchés pour les fournitures militaires» (obligation est faite d'instaurer un cahier des charges qui indique le salaire minimum dans les appels d'offres) évoquent moins l'ambition de renverser les rapports entre le travail et le capital que de replacer l'économie au service de l'Homme en améliorant les conditions de vie des travailleurs. Dans un contexte nettement plus mondialisé et financiarisé, les revendications des Gilets jaunes visent «l'interdiction des délocalisations», «la renationalisation du gaz et de l'électricité afin que les prix baissent», la «fin immédiate de la fermeture des petites lignes ferroviaires, des bureaux de poste et des maternités» ou encore réclament que «les gros, comme McDonald, Google, Amazon, payent beaucoup d'impôts et que les petits artisans en payent peu». Sans doute, ces demandes s'inscrivent-elles surtout dans la perspective d'une restauration du rôle de l'État face aux inégalités générées par l'économie de marché. Dans les deux cas, ces revendications n'ont rien de fondamentalement «révolutionnaires». Elles sont plutôt l'expression d'une morale populaire à la fois «réaliste» et «modeste» qui réclame un minimum de justice sociale et d'égalité. Même l'école qui, on le sait, fut un axe important de la politique de la Commune (école gratuite, laïque et obligatoire dans certains arrondissements, création de bourses d'État, etc.) ne fut jamais complètement absente des préoccupations de certains Gilets jaunes: le soutien affiché aux AESH (accompagnant des élèves en situation de handicap) ou la revendication d'un «maximum de vingt-cinq élèves par classe de la maternelle à la terminale» traduisent cette même conscience que l'école est au cœur des mécanismes de reproduction des inégalités et donc l'un des principaux leviers pour une société plus juste.

TENSIONS INTERNES, DIVISION DU TRAVAIL DE

RÉPRESSION, IMPASSES STRATÉGIQUES

Divers dans leurs compositions, ces deux soulèvements sont traversés par des tensions internes qui relèvent en partie des mêmes logiques. Si l'hostilité des insurgés à l'égard des représentants du pouvoir central est sans doute aussi massive que la recherche de réformes plus justes et plus égalitaires, en revanche, les stratégies divergent sur les moyens d'y parvenir: les considérations proprement démocratiques dans l'organisation de la lutte sont loin de faire consensus. Aussitôt mis en place, le Conseil de la Commune voit sa légitimité remise en cause par la démission de plusieurs élus essentiellement issus des quartiers bourgeois. Fragilisée, son action est parasitée par les rivalités et les crises permanentes avec le Comité central de la Garde nationale qui refuse de se dissoudre. Le Conseil se divise aussi rapidement sur le lieu légitime du pouvoir et sur la politique à mener. Alors que la «majorité», composée de jacobins, blanquistes, indépendants, défend une conception relativement verticale et autoritaire du

pouvoir, la «minorité», formée principalement par des radicaux, des internationaux et des collectivistes, promeut la décentralisation en pariant sur le développement de la solidarité par «l'auto-organisation des travailleurs». De même, alors que certains font prévaloir l'importance des réformes politiques, d'autres défendent la collectivisation immédiate des moyens de production. Ces luttes sur la gestion du pouvoir et les moyens de parvenir à plus d'égalité se cristallisent notamment à l'occasion de la création du Comité de Salut public. Elles expliquent que l'œuvre sociale et politique des communards soit restée relativement modeste: ainsi, le Conseil ne touchera ni à la fiscalité ni à la journée de travail.

En dépit de son affichage «apartisan» voire «apolitique», le mouvement des Gilets jaunes est traversé par des luttes analogues. Investi (sur le tard) par des militants de traditions politiques très variées, les clivages idéologiques latents sont nombreux sur l'organisation d'un modèle démocratique alternatif, sur le rôle que devrait jouer ou non l'État pour corriger les inégalités, ou encore sur la question de l'Europe et des frontières. Les tensions recourent aussi des divergences stratégiques entre les partisans d'un «municipalisme libertaire» qui défendent des formes de démocratie directe et de réorganisation de la société au niveau local (supposées «se propager» à l'échelle du territoire) et, de l'autre, des Gilets jaunes qui entendent faire céder le gouvernement en défilant dans les beaux quartiers ou en réalisant des actions de blocage de l'économie. Certains se spécialisent sur des revendications démocratiques portées à l'échelle nationale comme la reconnaissance du vote blanc ou la mise en place d'un RIC «en toutes matières», tandis que d'autres, principalement préoccupés par la mise en œuvre d'une politique sociale «au service du peuple», s'investissent sur leur territoire en organisant des maraudes pour venir en aide aux plus démunis, en créant des coopératives agricoles, en organisant le nettoyage de cours d'eau, etc. Cette dispersion de l'action des Gilets jaunes recoupe souvent des logiques politiques affinitaires. Et, comme dans le cas des communards, la défiance à l'égard des chefs, la critique du culte de la personnalité, l'impossibilité de faire émerger une ou des figures suffisamment légitimes aux yeux de tous, rendent très difficiles l'unité et l'organisation du mouvement.

Les difficultés rencontrées pour mettre en œuvre des assemblées véritablement populaires et suffisamment légitimes pour prendre des décisions sont une autre source de tensions qui traverse les deux soulèvements. L'exigence d'horizontalité défendue par certains, l'importance accordée aux pratiques délibératives, ou encore la distance revendiquée à l'égard des organisations politiques ne suppriment pas mécaniquement les formes de domination symbolique, ni la défiance envers certains «leaders» ou «représentants». Dans les deux soulèvements, les plus précaires et les travailleurs manuels semblent relativement à l'écart des lieux de décisions les plus institutionnalisés. Qu'il s'agisse du Comité central de la Garde nationale, de l'assemblée communale de 1871 ou, cent cinquante ans plus tard, des assemblées des Gilets jaunes, ces formes d'auto organisation «populaires» restent monopolisées de facto par les employés, les artisans,



quand il ne s'agit pas de la petite bourgeoisie économique ou culturelle. Les pratiques, les réflexes, les manières de lutter de ceux qui disposent déjà d'une expérience politique et qui maîtrisent le mieux la parole publique sont souvent étrangers aux « autodidactes des luttes » que sont nombre de « Gilets jaunes des ronds-points » comme l'était, sans doute, la majorité des combattants de la Commune.

Le rapport à la « violence » et plus généralement au respect des biens et des personnes est également un sujet de tensions et de divisions internes. Loin des caricatures qu'en faisaient ses ennemis, on sait aujourd'hui que les actions violentes des communards ont été relativement rares, commises par une minorité de Parisiens et qu'à chaque fois ou presque, les représentants de la Commune les ont subies plus que voulues. L'exécution des deux généraux capturés lors de la tentative de reprise des canons de Belleville s'effectue sans l'aval du Comité central de la Garde nationale. Aucune purge n'a eu lieu concernant les membres du clergé restés à Paris pendant les événements. Quant à « l'affaire des six otages » fusillés le 24 mai 1871, cette décision ne faisait pas consensus et intervient à la suite du refus systématique de « Versailles » de négocier leur libération. Le comportement des Parisiens et du gouvernement de la Commune à l'égard des entreprises abandonnées et des enclaves versaillaises dans Paris est également symptomatique. Lorsque la réquisition de certaines entreprises est envisagée, une indemnisation est prévue pour dédommager les propriétaires. Par ailleurs, personne n'ose casser les scellés du ministère des Finances. L'option d'une nationalisation de la Banque de France n'est même pas discutée. Alors que la Ville de Paris

ALORS QU'UN ENSEMBLE DE LOGIQUES TIENNENT LES CITOYENS À DISTANCE DU JEU POLITIQUE, LES RÉUNIONS DES GILETS JAUNES SONT AUSSI UN ESPACE DE POLITISATION ACCÉLÉRÉE DES CLASSES POPULAIRES. CHEZ CERTAINS, LE SENTIMENT D'INCOMPÉTENCE POLITIQUE LIÉ À LA FAIBLESSE DE LEURS RESSOURCES SCOLAIRES OU LINGUISTIQUES SE DISSIPE EN PARTICIPANT À DES DISCUSSIONS ANIMÉES SUR LEURS CONDITIONS DE VIE, LE RECUIL DES SERVICES PUBLICS OU ENCORE LE TRAIN DE VIE DES ÉLUS. SUR LE ROND-POINT DE CHEVRIÈRES QUI REGROUPE SURTOUT DES PRIMO-MANIFESTANTS ET DES SALARIÉS QUI N'ONT PAS LES MOYENS DE SE METTRE EN GRÈVE (BUDGET FAMILIAL TROP CONTRAINT, STATUT PRÉCAIRE ET CRAINTE DU CHÔMAGE, ABSENCE DE COLLECTIF DANS L'ENTREPRISE POUR PORTER UNE REVENDICATION AUPRÈS DE LEUR PATRON, ETC.), CES RÉUNIONS FONT NÂÎTRE ÉGALEMENT QUELQUE CHOSE DE NEUF: LE SENTIMENT D'UNE FORCE COLLECTIVE.

CHEVRIÈRES, DÉCEMBRE 2018.

y avait déposé 9,5 millions, les communards négocieront sagement plusieurs prêts pendant que la même banque versait 258 millions aux versaillais pour équiper une armée qui les massacra. Bien que les Gilets jaunes n'ont pas eu à administrer la cité, on retrouve pour partie ces tensions entre, d'une part, une poignée de partisans d'« actions musclées » qui voient dans les déprédations et les affrontements avec les « forces de l'ordre » une manière d'afficher leur courage et de valoriser leur force physique et, d'autre part, une masse de Gilets jaunes qui déplore les scènes de guérilla urbaine diffusées en boucle sur les chaînes de télévision. Loin des caméras, les nombreuses tentatives de fraternisation avec les gendarmes et les policiers et la condamnation quasi systématique des



LE PRIVILÈGE ACCORDÉ AU LOCAL PLUTÔT QU'AU NATIONAL, À LA PAROLE PLUTÔT QU'À L'ÉCRIT, AU VOTE À MAIN LEVÉE PLUTÔT QU'AU SECRET DE L'ISOLOIR OU AUX ACTIONS PRATIQUES RÉSOUVANT LES PROBLÈMES DE LA VIE QUOTIDIENNE PLUTÔT QU'AUX DÉBATS IDÉOLOGIQUES SONT DES CARACTÉRISTIQUES DU MOUVEMENT. CES PRÉFÉRENCES RENVOIENT AUX COMPÉTENCES DES CLASSES POPULAIRES ET TRADUISENT LEUR ASPIRATION À DES FORMES DE DÉMOCRATIE DIRECTE. ELLES ÉTAIENT DÉJÀ CELLES DES SANS-CULOTTES DE 1792, DES CITOYENS COMBATTANTS DE FÉVRIER 1848, OU DES COMMUNARDS DE 1871.

BOIS DE LIHUS, AVRIL 2019.

actions de type émeutier sont un autre indice de cet ethos populaire « légaliste » et « pacifiste », même s'il sera de moins en moins visible au fur et à mesure que se videront les cortèges et s'intensifieront les violences policières.

Alors que ces deux révoltes auraient pu trouver une issue pacifique, leur conclusion rappelle la force dont dispose l'État pour réprimer les soulèvements populaires lorsque l'ordre social semble menacé. Si l'alliance objective entre les Prussiens et le gouvernement de Thiers a permis de reconstituer les troupes versaillaises pour aboutir à un bain de sang sans comparaison possible dans l'histoire récente (17 000 inhumations de cadavres pour la seule Semaine sanglante et 40 000 arrestations), la répression des Gilets jaunes n'en a pas été moins systématique, méthodique, déterminée: destructions des ronds-points à coups de pelleuse dès le mois de décembre, mobilisation de la

BAC et création de brigades spéciales, violences policières arbitraires sur des manifestants pacifiques pour terroriser la population, création d'ordonnances et de délits sur mesure, arrestations préventives et interdictions de manifestation, comparutions immédiates, etc. Cet usage disproportionné de la force et cette mise en péril des libertés publiques iront jusqu'à émouvoir le Conseil de l'Europe.

La violence à l'égard des insurgés n'a jamais été seulement physique et étatique. En 1871 comme en 2018, les dirigeants au pouvoir n'ont pas eu à nouer explicitement des alliances pour organiser la répression. Outre la bourgeoisie économique et les médias à son service, les intellectuels et les artistes proches du pouvoir ont joué un rôle décisif dans la disqualification symbolique de ces soulèvements. La presse libérale et des personnalités comme Edmond Goncourt et George Sand crachaient leur haine de « ces gueux qui osaient fouler leurs boulevards ». Comparant les communards à des « bêtes sauvages », des « pillards », des « aliénés », des « barbares », des « assassins qui sèmeraient le désordre et la mort », certains appelaient explicitement à leur extermination, comme l'historien Albert Sorel : « il n'y a qu'une solution : le canon. Avec ces gens-là pas d'autres traits d'unions que les obus ! » Cent cinquante ans plus tard, la réplique des « gens de bien » et des chiens de garde du pouvoir ne fut pas vraiment différente : « factieux », « racistes », « antisémites », « homophobes », toutes les insultes furent utilisées pour disqualifier les Gilets jaunes et dissuader la population de les rejoindre. Certains anciens ministres (de l'Éducation nationale) en appelèrent même à l'utilisation de balles réelles pour en finir avec cette révolte.



Dans cette perspective, les deux soulèvements rappellent aussi cruellement la faiblesse des insurgés et l'impasse de certaines modalités d'action pour conquérir le pouvoir d'État ou lui substituer un mode de gouvernement alternatif. Bien qu'armés et en partie organisés au sein de la Garde nationale, les communards parisiens ne sont parvenus ni à coordonner leurs actions avec les autres communes proclamées en province, ni à faire face à la puissance de feu dont disposait le nouveau gouvernement. Dans une France où les populations des campagnes étaient alors largement sous l'influence des notables, du clergé, des royalistes, l'hypothèse d'une « fédération des communes » pouvait paraître naïve pour imposer une République véritablement démocratique et sociale. Mais l'option d'une conquête du pouvoir d'État par les armes ne s'est guère avérée plus réaliste. Faute de préparation, l'offensive lancée contre Versailles les 3 et 4 avril 1871 se solde par un carnage, des exécutions sommaires et plus de 1 500 prisonniers. Pendant la Semaine sanglante, certains quartiers parisiens sont pris sans résistance, d'autres batailles sont perdues en quelques heures faute de stratégie militaire. À Belleville, l'un des derniers bastions communards où s'élèvent encore des barricades le 28 mai, les combattants manquent à l'appel malgré la résistance héroïque de certains. En décembre 2018, certaines actions spectaculaires et offensives des Gilets jaunes à proximité des ministères et du palais de l'Élysée ne seront guère plus efficaces. Si les déprédations dans les beaux quartiers ont pu alimenter le fantasme d'un pouvoir fragilisé et donner l'illusion d'une pertinence des actions émeutières pour se faire entendre (quelques maigres concessions ont été

DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE, L'IMPORTANCE DU MOUVEMENT OUVRIER INSCRIT LA GRÈVE DANS LE RÉPERTOIRE DES FORMES DE PROTESTATION LÉGITIME. LA MANIFESTATION DEVIENT SON COROLLAIRE ET PREND ALORS SA FORME MODERNE. LES GILETS JAUNES L'ONT RÉINTERPRÉTÉE À LEUR FAÇON : DES PARCOURS TENUS SECRETS ET SOUVENT NON NÉGOCIÉS AVEC LES AUTORITÉS, DES CIBLES SYMBOLIQUES MULTIPLES, UNE ABSENCE D'ORDONNANCEMENT, UN RYTHME DE PROGRESSION RAPIDE, UN TEMPS DE DÉFILÉ ÉLASTIQUE, DES REVENDICATIONS EN APPARENCE INVISIBLES... CES INNOVATIONS DONNENT AU MOUVEMENT UN AIR DE RÉVOLTE PROFANE. ELLES RAPPELLENT SURTOUT QUE LA RUE EST L'ESPACE DE PRÉDILECTION DES « SANS VOIX ». POUR CELLES ET CEUX QUI SONT DÉPOSSÉDÉS DE TOUTE PARTICIPATION RÉELLE AUX DÉCISIONS POLITIQUES, ELLE RESTE LE PRINCIPAL MOYEN SE FAIRE ENTENDRE.

BEAUVAIS, JANVIER 2019.

faites à la mi-décembre) force est de constater leurs effets délétères sur la suite de la mobilisation : intensification de la propagande anti-Gilets jaunes dans les médias dominants, légitimation du recours à la force et répression policière arbitraire, fuite en avant sécuritaire sur le plan législatif (loi « anti-casseurs »), divisions croissantes entre différents leaders et groupes Gilets jaunes, organisation et coordination impossibles du mouvement, etc. Malgré des revendications restées longtemps très populaires (d'après les sondages d'opinion), les Gilets jaunes ne parviennent pas à accumuler les soutiens qui comptent, notamment ceux des organisations syndicales et politiques et des composantes traditionnelles du mouvement social. Sans commandement, sans plan, sans moyens humains et matériels, la stratégie insurrectionnelle s'est révélée aussi



naïve qu'inefficace. Pire, elle contribua directement à disqualifier le mouvement, à clairsemer les cortèges et à légitimer la criminalisation des mouvements sociaux.

Bien qu'éphémères et sans avancées politiques et sociales significatives, ces deux soulèvements ne sont pourtant pas de simples échecs. Outre les idéaux qu'ils portaient et qui ont suivi leur chemin, le plus grand acquis de ces révoltes aura sans doute été d'avoir existé pratiquement. En parvenant à mobiliser au-delà des cercles militants, elles ont su redonner une fierté, une dignité, à tous ceux que la misère et les difficultés quotidiennes renvoient à l'oubli et à la honte de soi. En arrachant les classes populaires aux divisions plus ou moins factices et à l'invisibilité, c'est-à-dire à l'isolement, au silence, à l'inexistence, elles les ont partiellement libérés de leur sentiment d'impuissance. ■

BRICE LE GALL
MAI 2021

DANS L'OISE, COMME DANS D'AUTRES RÉGIONS, ON NE COMPTE PLUS LES INITIATIVES ÉCOLOGIQUES, SOCIALES OU CITOYENNES DANS LESQUELLES DES HOMMES ET DES FEMMES SE SONT ENGAGÉS À TRAVERS LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES : CRÉATION DE COOPÉRATIVES POUR VENIR EN AIDE AUX PAYSANS, BROCANTE SOLIDAIRES, FÊTES DE L'ÉCHANGE, NETTOYAGE DES FORÊTS, PÊCHE À L'AIMANT POUR ASSAINIR LES COURS D'EAUX, ETC. PARCE QUE CE MOUVEMENT EST PORTEUR D'UNE CRITIQUE GÉNÉRALE DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE, IL PREND DES FORMES VARIÉES ET S'INSTITUTIONNALISE AU FIL DES MOIS. À BEAUVAIS, UNE VILLE MARQUÉE PAR LE CHÔMAGE ET LA PAUVRETÉ, DES GILETS JAUNES SE MOBILISENT POUR PORTER SECOURS AUX PLUS FAIBLES. APRÈS LEUR TRAVAIL, ILS ORGANISENT DES MARAUDES REMÉDIANT AINSI AUX DÉFAILLANCES DES SERVICES SOCIAUX SOUVENT SOUS-DOTÉS ET DÉBORDÉS. UN RAPPORT PRAGMATIQUE À LA POLITIQUE QUI RÉPOND À L'URGENCE ET À LA NÉCESSITÉ.

BEAUVAIS, JUIN 2019.

Pour aller plus loin :

- Bourdieu Pierre, *Interventions, 1961-2001. Science sociale et action politique*, Paris, Agone, Contre-Feux, 2002.
- Cordillot Michel, *La Commune de Paris 1871, les acteurs, l'événement, les lieux*, Éditions de l'Atelier, 2020.
- Guillemin Henri, *Une autre histoire de la Commune de Paris*, Série de 13 conférences données à la télévision suisse romande dans les années 1970. Émissions restaurées par les Mutins de la Pangée : <https://www.lesmutins.org/la-commune-par-henri-guillemin>

- Marx Karl, *La Guerre civile en France*, Paris, Éditions Mille et une nuit, 2007.
- Rougerie Jacques, *Paris insurgé - La Commune de 1871*, Paris, Éditions Gallimard, 2012. Voir aussi les nombreux textes sur son site notamment « Le peuple de Paris en 1870 », « La composition de la population insurgée » ainsi que « La Commune a-t-elle été un mouvement social ? » : <http://www.commune1871-rougerie.fr/>